

# Chronologie 1983

## Environnement extérieur de la France

### Politique

#### Evénements internationaux

- I. 19 — Andreï Gromyko, au cours de sa visite en RFA, réitère à Bonn la menace de déployer de nouveaux euromissiles en cas d'échec des négociations américano-soviétiques de Genève. Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères de la RFA, renouvelle l'offre occidentale de renonciation complète aux euromissiles (Option Zéro).
- II. 1 — Rejet par Youri Andropov de l'offre de Ronald Reagan d'un sommet où serait décidée l'interdiction de toutes les armes nucléaires à moyenne portée.
- III. 2- 9 — Voyage de Jean-Paul II dans les sept Etats de l'Amérique centrale et en Haïti où il lance un appel pour une amélioration des conditions de vie des plus défavorisés dans une région soumise à l'injustice, à la misère et à la violence.  
7-12 — Septième congrès des pays non alignés à New Delhi. Indira Gandhi présidente, succède à Fidel Castro. Déclaration finale où les 100 Etats membres souhaitent le retrait des troupes étrangères de l'Afghanistan comme du Cambodge. Ils insistent sur la nécessité de relancer le dialogue Nord-Sud ainsi que la coopération Sud-Sud.
- VI. 9-10 — Réunion à Paris, pour la première fois depuis 1966, des ministres des Affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, qui lancent aux Soviétiques un appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des euromissiles américains prévu pour la fin de 1983.
- VII. 12 — Au Tchad les forces d'Hissène Habré, grâce à l'important matériel militaire fourni par la France, reconquièrent Abéché, ville occupée depuis le 10 par les partisans de Goukouni Oueddeï, soutenus et armés par la Lybie.
- VIII. 31 — Un boeing 747 sud-coréen transportant 269 passagers est abattu par des chasseurs soviétiques, près de l'île soviétique de Sakhaline, dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre.

- IX. 6 — Le gouvernement soviétique reconnaît que ses chasseurs « ont mis un terme » au vol du boeing sud-coréen, qu'il accuse d'avoir été utilisé par les services de renseignements américains pour une mission d'espionnage.
- X. 14 — Coup d'état à l'île antillaise de la Grenade. Maurice Bishop, Premier ministre castriste, est renversé par les éléments les plus radicaux du parti officiel sous l'impulsion du vice-Premier ministre Bernard Coard. Maurice Bishop est assassiné le 19 par l'armée. Le général Hudson Austin, chef des forces de sécurité est placé à la tête d'un conseil militaire révolutionnaire qui assume tous les pouvoirs. Intervention militaire américaine le 25. Elle doit faire face à une résistance des forces cubaines et grenadines. Les combats cessent le 31 : Bernard Coard et Hudson Austin sont faits prisonniers.
- 22-23 — Deux millions environ de pacifistes manifestent en Europe de l'Ouest contre l'armement nucléaire, plus particulièrement en RFA (Bonn, Hambourg et Stuttgart) et aussi à Londres, Rome, Bruxelles, Madrid et Paris. Le 29 des manifestations ont lieu à Copenhague et plus particulièrement à la Haye où se réunissent 500 000 personnes.
- 23 — Attentat à Beyrouth contre le QG des « marines » américains et contre le siège d'une compagnie de parachutistes français : 230 Américains et 58 Français sont tués.
- XI. 9 — Visite officielle de Ronald Reagan au Japon et en Corée du Sud, où il réaffirme ses conceptions sur « la paix par la force ».
- XII. 4 — Attaque militaire américaine contre les batteries syriennes de missiles installées dans la montagne libanaise.
- 12 — Six attentats à l'explosif ont lieu à Koweït City, capitale du Koweït, dirigés notamment sur les ambassades des Etats-Unis et de la France et revendiqués par l'organisation islamique Jihad qui s'était déclarée à l'origine des attentats du 23 octobre dernier contre les contingents français et américains de la force multinationale basée à Beyrouth.

#### CEE

- XII. 5- 7 — Echec total de la réunion à Athènes des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE.

#### Allemagne (République Fédérale d')

- I. 7 — Le président Carstens accepte de dissoudre le Bundestag - Les élections anticipées sont fixées au 6 mars.
- 14 — Le gouvernement de Helmut Kohl réaffirme sa fidélité à la décision de l'OTAN de déployer des missiles américains en Europe, contrairement aux positions des dirigeants du SPD.

- III. 6 — Aux élections législatives, les chrétiens-démocrates associés aux chrétiens-sociaux obtiennent 244 (+ 18) des 498 sièges du Bundestag, leurs alliés Libéraux 34 sièges (– 19). 27 Députés verts (écologistes) y font leur entrée. L'opposition social-démocrate est en recul, avec 193 élus (– 25). Le nouveau gouvernement formé le 22 par Helmut Kohl entre en fonction le 31.
- VIII. 4- 7 — Helmut Kohl, reçu à Moscou par Youri Andropov, exprime sa volonté de maintenir le dialogue politique et la coopération économique entre la RFA et l'Europe de l'Est, malgré le désaccord sur les euromissiles.
- XI. 21 — Ouverture au Bundestag du débat parlementaire sur l'installation des euromissiles américains en RFA. Le chancelier Helmut Kohl confirme sa volonté de les déployer avant la fin de l'année, tandis que de violentes manifestations pacifistes ont lieu à Bonn. Le parlement ouest-allemand approuve le 23, à une majorité de 60 voix, le stationnement des fusées de l'OTAN en RFA.

#### **Argentine**

- X. 30 — Raul Alfonsin (radical) est élu président de la République, ce qui met fin à huit ans de dictature militaire.
- XII. 10 — Investiture officielle du président Raul Alfonsin à Buenos Aires où il annonce qu'il entend « guider son pays sur le chemin difficile du redressement économique et consolider la démocratie ».

#### **Chili**

- VIII. 11 — Au Chili quatrième journée de protestations organisée par l'opposition, durant laquelle de nombreux heurts ont lieu entre les forces de l'ordre et les manifestants, dont 20 sont tués. L'Etat d'urgence est levé le 26, tandis que Sergio Onofre Jarpa, député conservateur nommé Premier ministre le 10, tente d'instaurer un dialogue avec l'opposition.
- 30 — Assassinat du général Carol Urzua, gouverneur de la capitale.

#### **Espagne**

- V. 8 — Elections municipales et régionales, où le PSOE de Felipe Gonzalez obtient 43 % de voix. Il conquiert ainsi de grandes villes d'Espagne (Madrid, Barcelone) et dirige onze des treize assemblées régionales.

#### **Etats-Unis**

- I. 25 — Ronald Reagan, en prononçant son message sur l'état de l'Union, propose en politique intérieure un « gel des dépenses fédérales » pendant le prochain exercice fiscal. En politique étrangère son langage reste modéré à l'égard de Moscou.

- III. 8 — Discours de Ronald Reagan devant un congrès d'évangélistes, où il dénonce l'URSS comme « l'Empire du mal ».
- 30 — Ronald Reagan propose, pour relancer les négociations américano-soviétiques de Genève, un « accord intérimaire » qui prévoit une réduction « substantielle » des euromissiles déployés ou prévus à « des niveaux égaux des deux côtés ».
- IV. 12 — Election, pour la première fois, d'un Noir, Harold Washington, comme maire de Chicago, deuxième ville des Etats-Unis.
- VII. 19 — Les Etats-Unis accordent au gouvernement tchadien une aide militaire d'urgence d'un montant de 10 milliards de dollars.
- VIII. 1 — Les Etats-Unis envoient des armements anti-aériens au gouvernement tchadien pour lui permettre de faire face aux bombardements lybiens sur Faya-Largeau.
- 4 — Les Etats-Unis portent de 10 à 25 millions de dollars leur aide militaire d'urgence au Tchad.
- IX. 15 — Le Congrès américain adopte le budget de la défense, d'un montant de 187,5 milliards de dollars.
- 25 — Après l'attentat meurtrier du 23 (cf. événements internationaux) contre les « marines américains » à Beyrouth, Ronald Reagan exprime sa détermination de maintenir des soldats américains, décision confirmée par Georges Bush qui effectue une brève visite à Beyrouth le 26.
- XI. 12 — Retour d'environ 1 000 soldats américains qui se trouvaient dans l'île de la Grenade depuis le 26 octobre dernier.
- 28 — M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, reçoit de Washington la lettre annonçant officiellement que les Etats-Unis se retireront de cette organisation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

#### **Israël**

- VIII. 28 — Menahem Begin, Premier ministre israélien, annonce en Conseil des Ministres son intention de démissionner de son poste.
- IX. 15 — Menahem Begin remet officiellement sa démission au chef de l'Etat Haïm Herzog, qui, le 21, charge Yitzhak Shamir, ministre des Affaires étrangères, de former le nouveau gouvernement.
- X. 10 — Yitzhak Shamir est investi par la Knesset à la tête d'un gouvernement dont la composition est identique à celui que dirigeait Menahem Begin.

#### **Italie**

- IV. 29 — Amintore Fanfani remet la démission de son gouvernement après le retrait des socialistes de la coalition gouvernementale.

- V. 4 — Le président Pertini dissout le parlement.
- VI. 26-27 — Elections législatives marquant une grave défaite de la démocratie chrétienne qui perd 5,4 % des voix et 37 sièges. Les petits partis progressent : le Parti républicain a 29 élus et le MSI (néofascistes) 42 élus. Le PC maintient ses positions (198 élus) et le PS gagne 1.6 % des voix et 11 sièges (73 élus).
- VIII. 4 — Bruno Craxi, secrétaire général du PSI, forme le premier gouvernement à présidence socialiste de l'histoire de la République italienne.
- XI. 27 — Arrivée des premiers missiles de l'OTAN en Sicile.

#### **Japon**

- I. 11-12 — Première visite officielle depuis la guerre d'un chef de gouvernement japonais, Yasuhiro Nakasone, en Corée du Sud, à qui le Japon accorde une aide financière de 4 milliards de dollars.
- XI. 28 — Le Premier ministre dissout la Chambre des représentants de la Diète. Des élections générales anticipées auront lieu le 18 décembre.
- XII. 26 — Yasuhiro Nakasone, réélu Premier ministre par la Chambre de la Diète japonaise, a remanié son gouvernement de fond en comble.

#### **Liban**

- VII. 22 — Bombardement des secteurs chrétiens de Beyrouth et de son aéroport par des miliciens druzes, implantés dans une région contrôlée par l'armée syrienne.
- 23 — Constitution au Nord-Liban d'un front de salut national, regroupant l'opposition libanaise au gouvernement de Beyrouth.
- XII. 20 — Le chef de l'OLP et 4 000 de ses partisans s'embarquent à Tripoli, à bord de cinq ferries grecs. Escortés par des bâtiments de la marine française, ils font route vers Tunis, Alger et le Yémen.
- 26 — De nouveaux combats éclatent entre l'armée libanaise et les milices anti-gouvernementales autour des quartiers chiites et des camps palestiniens de Sabra et Chatila, au sud de Beyrouth, occasionnant plusieurs dizaines de morts et de blessés.

#### **Pologne**

- I. 29 — La direction clandestine de Solidarité appelle, dans une « déclaration programme », à une grève générale pour lutter contre la dictature.

- IV. 12 — Lech Walesa annonce avoir rencontré secrètement les 9 et 10 avril derniers les membres de la direction clandestine de Solidarité. Il est interrogé le 14 par les autorités. Le 20, lors d'une conférence de presse, il appelle le gouvernement polonais à « créer des bases sincères de dialogue et à rétablir le pluralisme syndical, l'autogestion ouvrière et les libertés civiles ». Le 27 il est autorisé à reprendre son travail d'électricien aux chantiers navals Lénine de Gdansk.
- VI. 16-23 — Seconde visite du Pape Jean-Paul II dans son pays natal, accueilli par des foules gigantesques clamant le nom de Solidarité. Il invite ses compatriotes à « opposer un rempart à la démoralisation », exalte les idéaux de Solidarité et prêche la résistance morale à l'injustice et à la domination abusive. Il rencontre à deux reprises le général Jarulewski et reçoit Lech Walesa le 23 en audience privée.
- VII. 22 — L'Etat de guerre, instauré le 13 décembre 1981 et suspendu le 31 décembre 1982, est levé à l'occasion de la fête nationale, tandis que la Diète adopte plusieurs lois élargissant l'arsenal de la répression.
- X. 5 — Attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa.
- XI. 21 — La Diète donne des pouvoirs étendus au général Jaruzelski en créant un Comité national de défense (KOK) et en le nommant président de ce comité.
- XII. 10 — Danuta Walesa reçoit à Oslo (Norvège) à la place de Lech Walesa le prix Nobel de la paix. Par son intermédiaire, l'ancien dirigeant du syndicat Solidarité lance un appel au monde : « Mon pays est en proie à une crise économique majeure qui a des conséquences dramatiques... il faut aider la Pologne, elle le mérite... ».
- 13 — Le gouvernement du général Jaruzelski réaffirme clairement son refus définitif de négocier avec Lech Walesa, ancien président de Solidarité, accusé d'être « une marionnette téléguidée de Washington ».

#### **Portugal**

- IV. 25 — Le parti socialiste de Mario Soares, en obtenant 101 (+ 27) des 250 sièges de la nouvelle Assemblée gagne les élections législatives aux dépens de l'Alliance démocratique, coalition de centre-droit qui gouvernait depuis 1979.
- VI. 9 — Mario Soares forme un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates du PSD.

#### **Royaume-Uni**

- I. 8-12 — Visite triomphale de Margaret Thatcher aux îles Malouines.
- VI. 9 — Aux élections législatives, le parti conservateur, bien que son pourcentage de voix (42,4 %) ait baissé par rapport

à 1979 (– 1,5 %), obtient sa plus forte représentation aux Communes depuis 1945 : 395 des 650 députés. Les travaillistes ont 210 sièges et l'Alliance social-démocrate et libérale 23 sièges.

- 12 — Margaret Thatcher remanie son gouvernement : Francis Pym est remplacé par Sir Geoffrey Howe au Foreign Office.
- X. 2 — Election au congrès de Brighton du nouveau leader du Parti travailliste, Neil Kinnock, député gallois, de tendance centre-gauche.
- 31 — La Chambre des communes vote par 362 voix pour et 218 voix contre, une motion du gouvernement favorable à l'installation des missiles américains en Grande-Bretagne.

## Economie

### Evénements internationaux

- I. 10 — Le FMI accorde un crédit de 880 millions de dollars au Chili.
- 19 — 14 pays industrialisés accordent un prêt de 1,3 milliard de dollars à la Yougoslavie.
- 24 — Le FMI accorde un crédit de 2,18 milliards de dollars à l'Argentine.
- 24-25 — Réunion à Genève des pays membres de l'OPEP pour trouver un accord sur les quotas de production qui éviterait un effondrement des prix. Echec de la conférence.
- 26 — Baisse du pétrole arabe léger à 30,60 dollars par baril, au lieu de 34.
- 28 — Après le Brésil et la Roumanie, le Chili suspend le remboursement de sa dette extérieure.
- II. 11 — Le comité intérimaire du FMI demande que les ressources du fonds soient portées de 66 à 100 milliards de dollars.
- 18 — Annonce de la baisse du prix du pétrole du Royaume-Uni de 3 dollars par baril, et de celui du Nigeria de 5,50 dollars.
- 24 — Rencontre à Paris des ministres du Pétrole d'Algérie, du Mexique, du Koweït et du Venezuela pour tenter de trouver un accord général entre tous les pays exportateurs de pétrole.
- III. 8-14 — Réunion à Londres des 13 pays exportateurs de pétrole, membres de l'OPEP. Première réduction officielle du prix de référence, de 34 à 29 dollars le baril et limitation de leur production globale à 17,5 millions de barils par jour pour 1983.

- V. 28-30 — Réunion à Williamsburgh aux Etats-Unis (Virginie) des chefs d'Etat et de gouvernement des sept principales démocraties industrialisées (RFA, Canada, Etats-Unis, Japon, Italie, France, Royaume-Uni). Ils adoptent d'abord une déclaration sur la sécurité et le déploiement des euromissiles, puis une déclaration sur la reprise économique qui fixe pour objectifs un taux d'inflation faible et une baisse des taux d'intérêt. L'éventualité d'une conférence monétaire internationale est envisagée.
- IX. 27-30 — Assemblée générale du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, où les autorités demandent aux pays industrialisés de remplir leurs engagements d'accroître leurs quotes-parts pour faire face à la crise de l'endettement d'un grand nombre de pays en voie de développement.

### CEE

- II. 10 — Adoption par l'Assemblée Européenne du budget communautaire.
- 24 — Le Conseil des Dix accueille favorablement les accords conclus par la Commission Européenne avec le Japon, ce dernier s'engageant à autolimiter certaines de ses exportations (dont les magnétoscopes) vers la CEE.
- III. 10 — L'Assemblée Européenne adopte une résolution très favorable à la politique agricole commune.
- 12 — Accord sur le réaligement des monnaies : le franc français et la lire sont dévalués de 2,5 %, la livre irlandaise de 3,5 %, le mark est réévalué de 5,5 %, le florin de 3,5 %, la couronne danoise de 2,5 %, le franc belge de 1,5 %.
- V. 16-17 — Nouvelle réunion des Dix qui parviennent à un accord sur la fixation des prix agricoles 1983-1984 : hausse de 4 % des prix en Ecus, ce qui compte tenu de la suppression de certains montants compensatoires élève d'environ 8 % les prix agricoles français.
- VI. 17-19 — Le Conseil Européen, réuni à Stuttgart, renvoie au prochain sommet d'Athènes une décision sur l'augmentation des ressources financières de la Communauté. Un accord de principe est cependant obtenu pour fixer à 750 millions d'Ecus la compensation budgétaire accordée au Royaume-Uni pour 1983. Les Dix adoptent « une déclaration solennelle sur l'Union Européenne », qui vise à renforcer leur coopération politique.
- XI. 21 — Selon les statistiques communautaires, le nombre des demandeurs d'emploi dans la CEE s'élève à 12,1 millions.
- XII. 15 — Vote par l'Assemblée européenne du budget européen pour l'année 1984 : il se monte à 25 360 millions d'ECU (174 milliards de francs), soit 132 millions d'ECU de plus que la dernière proposition du Conseil.

**Allemagne (République Fédérale d')**

- I. 31 — Augmentation de 3 % de la production industrielle en janvier par rapport à décembre 1982.
- II. 28 — Augmentation du chômage en février, qui s'élève à plus de 2,5 millions, soit cinquante mille de plus qu'en janvier dernier.
- III. 31 — Baisse de 0,1 % de l'indice des prix en mars.

**Belgique**

- IX. 23 — Grève des services publics pour protester contre les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement pour 1984, qui prévoient une diminution des dépenses salariales dans le secteur public.

**Brésil**

- II. 17 — Décision gouvernementale de dévaluer de 30 % le cruzeiro par rapport au dollar.
- 25 — Obtention d'un nouveau prêt de 4,4 milliards de dollars par les banques internationales.
- 28 — Octroi par le FMI de 4,9 milliards de dollars de crédit au Brésil.
- VII. 13 — Le président Figueredo annonce de nouvelles mesures d'austérité, adoptées sous la pression du FMI, qui avait interrompu les versements du prêt de 4,9 milliards de dollars accordé en février, en raison de l'insuffisance des mesures prises pour réduire l'inflation et le déficit public.
- VIII. 19 — Le Brésil demande aux pays occidentaux la renégociation de sa dette extérieure.

**Espagne**

- II. 23 — Nationalisation du groupe Rumasa, principal groupe financier espagnol, « pour protéger un édifice qui pouvait s'écrouler à tout moment ».

**Etats-Unis**

- I. 8 — Le nombre des sans-emplois a dépassé 12 millions, dont plus de la moitié ne perçoivent aucune allocation.
- 10 — Le dollar termine sa baisse atteignant au plus bas 6,61 F et 2,33 DM.
- 13 — Ronald Reagan prévoit un taux de croissance de 1,4 % pour 1983.
- 24 — Le dollar atteint 7,01 F et 2,48 DM.
- 26 — Le dollar retombe à 6,82 F et à 2,41 DM.

- 31 — Présentation par le président Reagan d'un projet de budget pour 1984 qui prévoit un déficit de 189 milliards de dollars, celui de 1983 devant être supérieur à 200 milliards. L'accroissement de 9 % des crédits militaires est jugé excessif par la plupart des membres du Congrès.
  - Première baisse du taux de chômage depuis 1 an : 10,2 % de la population active en janvier contre 10,8 % en décembre.
- II. 2 — Le dollar remonte à 7,03 F et 2,48 DM.
- 11 — Le dollar ne vaut plus que 6,81 F et 2,41 DM.
- II. 17 — Signature d'un accord entre General Motors et Toyota pour la production aux Etats-Unis d'une voiture moyenne de conception japonaise.
- 24 — L'indice des valeurs industrielles à la bourse de New York atteint la cote record de 1 121, signe de la confiance des marchés financiers dans la reprise économique qui semble s'amorcer aux Etats-Unis.
- 28 — Baisse des prix de 0,2 % en février.
- III. 1 — A Washington les ouvriers des sept plus grandes sociétés sidérurgiques américaines acceptent une réduction de leur salaire pour soulager cette industrie en crise.
- 4 — La hausse des indicateurs de la Bourse de New York et la baisse du prix du pétrole amènent l'administration Reagan et les instituts privés à réviser en hausse leurs prévisions de croissance pour 1983.
- 11 — Le dollar, en hausse depuis un mois, atteint 6,93 F et 2,39 DM.
- 15 — Le dollar baisse jusqu'à 6,73 F et 2,38 DM.
- 22 — Sous l'effet de la dévaluation du franc français, le dollar atteint 7,21 F, mais ne vaut que 2,40 DM.
- IV. 1 — Sixième hausse consécutive de l'indicateur global de l'économie américaine, calculé chaque mois par le département du commerce.
- V. 31 — Augmentation des prix de détails de 0,5 % en mai, contre 0,6 % en avril et 0,1 % en mars.
- VI. 15 — Après deux mois et demi de hausse assez régulière, le dollar vaut 7,75 F et 2,57 DM.
- 21 — Ronald Reagan annonce officiellement la reconduction pour quatre ans du mandat de Paul Volker à la tête de la Réserve Fédérale (FED). Cette information apaise un peu la tension sur les marchés des changes.
- 22 — La baisse du dollar le ramène à 7,59 F et 2,52 DM.

- VII. 22 — Le groupe américain Telephone and Telegraph (ATT) et la société néerlandaise Philips décident de créer une filiale commune pour fabriquer et vendre des équipements téléphoniques.
- VIII. 2 — Intervention des trois banques centrales : Banque du Japon, Bundesbank et Réserve Fédérale sur le marché des changes en vue de faire baisser le dollar.
- 8 — Les grandes banques américaines augmentent d'un demi-point leur taux d'intérêt qui passe de 10,5 à 11 %.
- 11 — Après un mois de hausse presque continue, le dollar atteint 8,23 F et 2,73 DM.
- 23 — Le dollar en baisse ne vaut plus que 7,88 F et 2,62 DM.
- IX. 2 — Remontée du dollar jusqu'à 8,13 F et 2,70 DM.
- 30 — Le PNB, en termes réels, a progressé de 7,9 % en rythme annuel au cours du troisième trimestre de 1983.
- X. 7 — Après un mois de baisse, le dollar ne vaut plus que 7,90 F et 2,59 DM.
- XI. 29 — S'élevant après un mois et demi, le dollar atteint 8,27 F et 2,72 DM.
- XII. 15 — Le dollar atteint 8,475 F et 2,76 DM.
- 22 — La commission fédérale américaine du commerce donne son accord de principe à la coopération entre General Motors et Toyota pour la construction en commun, aux Etats-Unis, d'une automobile de moyenne cylindrée.
- 30 — Le dollar termine l'année à 8,36 F et 2,74 DM.

#### Israël

- X. 11 — Yitzhak Shamir annonce une dévaluation de 23 % du shekel et une réduction des subventions sur les produits de base qui va les faire renchérir de 50 %.
- 13 — Yoram Aridor, ministre de l'Economie, démissionne après la révélation de son projet de « dollariser » l'économie israélienne.

#### Italie

- I. 22 — Après une grève générale très suivie, un « pacte social » est conclu entre le gouvernement, le patronat et les syndicats.

#### Japon

- II. 7 — Le Japon ayant pris 49 % du marché américain des petites voitures, Tadayoshi Nakazawa, directeur général au ministère du Commerce international et de l'Industrie, déclare que le Japon n'entend pas prolonger l'accord de limitation volontaire de ses ventes d'automobiles aux Etats-Unis.

- 11 — Engagement du Japon de limiter pour trois ans ses exportations de magnétoscopes vers la Communauté Européenne et à respecter un prix plancher.

**Royaume-Uni**

- III. 15 — Présentation du budget aux communes qui marque la volonté de Margaret Thatcher de « continuer » dans la ligne suivie jusqu'à maintenant.

**Science et technique**

- I. 13 — Identification par une équipe de médecins américains d'un fragment supplémentaire d'ADN chez les diabétiques.
- 18 — Expérimentation chez l'homme, aux Etats-Unis et en France, d'un vaccin anti-herpès obtenu par manipulation génétique.
- 20 — Mise en évidence dans l'anneau de collisions protons-anti-protons du CERN à Genève d'une nouvelle particule appelée W.
- IV. 4 — Lancement par la NASA de la navette américaine Challenger, qui emporte quatre astronautes et le plus gros satellite de communication jamais envoyé dans l'espace.
- V. 2 — Une équipe de recherche australienne rend publique la première grossesse obtenue chez une femme après implantation d'un embryon conservé par congélation.
- 13 — Une équipe de physiciens du CERN met en évidence la particule Z, quatre mois après avoir découvert la particule W.
- 26 — La NASA lance le satellite européen d'observation astronomique Exosat, consacré à l'étude des Sources de rayons X célestes.
- VI. 16 — Succès complet pour le sixième lancement de la fusée européenne Ariane.
- VI. 30 — Des équipes américaines et britanniques ont identifié une substance responsable de la prolifération du cancer, ce qui représente un grand progrès dans la connaissance de ce processus.
- X. 21 — Une équipe américaine crée par manipulations génétiques de nouveaux virus qui permettraient de produire des vaccins polyvalents.
- XI. 23 — Après 150 jours passés dans l'espace, retour sur terre des deux cosmonautes soviétiques Vladimir Liakhov et Alexandre Alexandrov.
- 28 — Neuvième vol de la navette US Colombia qui, de la base de Cap Canaveral (Californie), emporte pour une durée de neuf jours le laboratoire spatial européen Spacelab et six astronautes qui doivent faire 72 expériences scientifiques.

## France

### Politique

- 14-18 — Troisième voyage officiel de François Mitterrand en Afrique Noire.
- 20-21 — 20<sup>e</sup> anniversaire du traité franco-allemand. François Mitterrand à Bonn prononce un discours devant le Bundestag, insistant sur les clauses du traité relatives à la coopération dans les domaines de la défense et de la sécurité et défendant la nécessité d'un renforcement militaire des pays occidentaux.
- 22 — Discours à Paris du chancelier Helmut Kohl, qui souligne les contraintes que font peser sur les économies nationales, le chômage et la faiblesse de la croissance. Il reprend les thèmes développés par François Mitterrand, lors de son discours du 23 janvier devant le Bundestag en faveur de l'option zéro, de la fermeté à l'égard de l'URSS et de l'appartenance à la Communauté Atlantique.
- 27-29 — Visite officielle de François Mitterrand au Maroc, accueilli par le roi Hassan II, où il déclare « qu'il n'y avait pas d'objection de principe contre l'implantation de centrales nucléaires françaises au Maroc ».
- 5 — A la demande du président libanais Gemayel un détachement de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine est envoyé à Beyrouth pour renforcer le contingent français de la Force Multinationale de Sécurité.
- 16-21 — Première visite officielle de Claude Cheysson en URSS, où il rencontre Youri Andropov.
- 21 — Nomination par François Mitterrand de Daniel Mayer pour succéder le 4 mars à Roger Frey à la présidence du Conseil Constitutionnel.
- 6 — Premier tour des élections municipales marqué par un net recul de la majorité, qui perd 16 villes de plus de 30 000 habitants, dont 8 dirigées par le PC et 8 par le PS.
- 13 — Second tour des élections municipales, où la majorité résiste mieux, gagne Châtelleraut, mais perd encore 15 villes de plus de 30 000 habitants. Sur les 31 municipales prises à la majorité, 18 le sont par le RPR et 8 par l'UDF. Victoire totale à Paris de Jacques Chirac.
- 20 — Michel Jobert, ministre du Commerce extérieur, rend publique sa démission du gouvernement, intervenue le 17.

- 22 — Pierre Mauroy présente la démission de son gouvernement. Il est à nouveau nommé Premier ministre. Sont aussitôt désignés 15 ministres et 1 secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement :
- Economie, Finances et Budget : Jacques Delors. Affaires sociales et Solidarité : Pierre Bérégovoy. Intérieur et Décentralisation : Gaston Defferre. Transports : Charles Fiterman. Justice : Robert Badinter. Relations extérieures : Claude Cheysson. Défense : Charles Hernu. Agriculture : Michel Rocard. Industrie et Recherche : Laurent Fabius (en remplacement de Jean-Pierre Chevènement qui déclare être démissionnaire depuis le 2 février. Education nationale : Alain Savary. Commerce extérieur et Tourisme : Edith Cresson. Urbanisme et Logement : Roger Quilliot. Commerce et Artisanat : Michel Crépeau. Formation professionnelle : Marcel Rigout. Secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement : Max Gallo.
- 23 — Intervention télévisée de François Mitterrand qui appelle les Français à « redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national » et à se mobiliser pour « vaincre sur trois fronts : le chômage, l'inflation, le déficit du commerce extérieur ».
- 24 — Nomination de 8 ministres délégués et 19 secrétaires d'Etat : parmi ces derniers 5 nouveaux, dont Huguette Bouchardeau (PSU) et Roger-Gérard Schwartzberg (MRG).
- IV. 5 — Expulsion de Paris vers Moscou de 47 diplomates soviétiques et de leurs familles, accusés d'espionnage.
- 6 — Pierre Mauroy engage à l'Assemblée Nationale la responsabilité de son gouvernement sur le plan de rigueur de mars. Par 323 voix contre 155, les députés de la majorité lui accordent la confiance, tout en exprimant des réserves.
- Le Conseil des Ministres adopte un projet de loi qui autorise le gouvernement à prendre par ordonnances certaines des mesures prévues par le plan de rigueur du 25 mars. Cette loi sera votée le 21.
- 14-16 — Visite officielle de François Mitterrand en Suisse.
- 25 — La grève des internes et chefs de clinique, commencée le 22 mars, s'étant étendue à d'autres catégories de médecins des hôpitaux universitaires et généraux, Pierre Mauroy nomme cinq personnalités comme médiateurs dans les conflits hospitaliers.
- 30 — Suspension de la grève des internes et des chefs de clinique après que Pierre Mauroy ait satisfait leurs principales revendications.
- V. 2- 6 — Visite officielle de François Mitterrand en Asie. Après une journée au Népal, il se rend en Chine où un mémorandum est signé sur la vente à Pékin de 4 réacteurs nucléaires français.

- 5 — Manifestations à Paris d'étudiants et de professeurs d'université qui se répètent les 11 et 24 pour protester contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur examiné à l'Assemblée Nationale.
- 19-20 — Examen à l'Assemblée Nationale du projet de loi de programmation militaire 1984-1988 qui prévoit d'allouer aux armées françaises un total de 830 milliards de francs.
- 28 — Réunion au Pré-Saint-Gervais de la convention nationale du PS, où Jean-Pierre Chevènement, leader du CERES, critique durement la politique de rigueur et affirme qu'il ne s'agit pas d'une « parenthèse », mais d'un « virage ». Lionel Jospin, qui qualifie la rigueur de « phase de consolidation », lui reproche de vouloir « couper les jarrets » du gouvernement.
- 31 — Adoption définitive de la loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi « Sécurité et Liberté ». Le gouvernement fait approuver un amendement sur les contrôles d'identité.
- VI. 3 — Manifestations policières à Paris.
- 8 — Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, annonce des sanctions à l'encontre de plusieurs fonctionnaires de la police.
- 12 — Réunion à Paris du comité central du RPR, présidé par Jacques Chirac, qui précise ses propositions pour une relance de la construction européenne. Il souhaite que François Mitterrand procède à un référendum sur la politique économique du gouvernement.
- 19 — Fête de la paix à Reuilly, organisée par le PCF et la CGT, la plus grande manifestation pacifiste de ces dernières années.
- 30 — L'UDF décline l'offre du RPR de constituer pour les élections européennes une liste commune conduite par Simone Veil.
- VII. 5 — François Mitterrand annonce que la France renonce au projet de réaliser à Paris une Exposition Universelle en 1989.
- 11-13 — Voyage de Georges Marchais en URSS, où il est reçu à Moscou par Youri Andropov. Un communiqué commun aux communistes français et russes déclare que la force nucléaire française doit être prise en compte dans les négociations américano-soviétiques à Genève.
- 14 — François Mitterrand affirme que « tout ce qui touche à l'indépendance nationale et à l'intégrité du territoire ne se décide ni à Moscou, ni à Washington, ni à Genève, mais se décide à Paris et par moi-même ».
- 15 — Explosion meurtrière d'une bombe à l'aéroport d'Orly, devant les comptoirs d'enregistrement de la Turkish-Airlines. L'ASALA revendique cet attentat.

- 19 — Georges Marchais confirme son désaccord avec François Mitterrand sur les euromissiles, mais renouvelle l'engagement de son parti au gouvernement.
- 27 — Jacques Chirac, dans une interview au Monde, demande le départ des ministres communistes du gouvernement.
- VIII. 14-15 — Voyage du pape Jean-Paul II à Lourdes, où plus de 150 000 personnes participent aux cérémonies religieuses ; le pape lance un appel pour tous ceux qui sont persécutés au nom de leur foi.
- 25 — Dans une interview accordée au Monde, François Mitterrand s'explique sur la crise du Tchad en déclarant que la France veut réunir les conditions qui rendent possible une négociation.
- 31 — Des mesures destinées à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine et à faciliter l'insertion des immigrés en France sont adoptées en Conseil des ministres.
- IX. 4 — Premier tour des élections municipales à Dreux. Le 6, le RPR et l'UDF concluent un accord de fusion avec le front national ayant obtenu 17 % des suffrages exprimés. Le 11, la liste conduite par l'opposition l'emporte avec 55,33 % des voix.
- 18 — Jacques Chirac, invité sur RTL, n'exclut pas en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de 1986 une cohabitation de celle-ci avec le chef de l'Etat.
- 25 — Aux élections sénatoriales l'opposition obtient 71 (+ 12) des 98 sièges qui étaient à pourvoir et la majorité 23 (+ 1).
- 27 — Raymond Barre déclare, dans le Progrès de Lyon, qu'il n'entend pas devenir un « homme de parti », mais qu'il se tient prêt, le moment venu, à répondre à un « mouvement significatif » de l'opposition en sa faveur.
- X. 2 — Elections municipales à Sarcelles (Val-d'Oise), où le candidat de l'opposition bat le maire sortant communiste en poste depuis 1965.
- 3- 5 — 10<sup>e</sup> Sommet franco-africain à Vittel. Les délégations de 37 pays ne parviennent pas à s'accorder sur une déclaration commune concernant le Tchad.
- 4 — Paul Quilès devient ministre de l'Urbanisme et du Logement et Jean Gatel, secrétaire d'Etat à la Défense, pour remplacer Roger Quilliot et François Autain, élus sénateurs.
- 4 — Célébration à l'Hôtel de Ville de Paris du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, à laquelle participent de nombreuses personnalités, mais ni les autorités de l'Etat ni les membres de la majorité.
- 9 — Remise de cinq avions Super Etendard français à l'Irak.

- 12-14 — Voyage officiel de François Mitterrand en Belgique, qui précise sa position à propos des euromissiles : « Le pacifisme est à l'Ouest, les euromissiles sont à l'Est ».
- 16 — Au second tour de l'élection municipale d'Antony, victoire de la liste d'opposition (51,27 %) aux dépens de la liste de gauche (48,72 %).
- 19 — Election des administrateurs des caisses de la Sécurité Sociale : la CGT (30 %) et la CFDT (19,5 %) subissent un échec ; FO (24 %) devance la CFDT et talonne la CGT.
- X. 24 — Après un attentat meurtrier à Beyrouth contre des parachutistes français, François Mitterrand s'y rend. De retour à Paris le 25, il affirme : « Au Liban, la France reste et restera fidèle à son histoire et à son engagement ».
- 27-29 — Visite officielle de François Mitterrand en Tunisie pour relancer la coopération franco-tunisienne.
- 28-30 — Congrès du parti socialiste à Bourg-en-Bresse, où les délégués apportent leur soutien à la politique gouvernementale. Le CERES de Jean-Pierre Chevènement se rallie au texte de la motion de Lionel Jospin.
- XI. 7 — François Mitterrand accueille à Paris Chadli Bendjedid, premier chef de l'Etat algérien à se rendre en visite officielle en France depuis l'accession de l'Algérie à l'indépendance en 1962. « Il faut laisser le passé à l'histoire, nous construirons l'avenir » a déclaré le président algérien.
- 13 — Après dix-huit ans de gestion communiste, le PC perd la mairie d'Aulnay-sous-Bois, où la liste RPR-UDF-CNI l'a emporté très largement, comme récemment à Sarcelles, Antony et Villeneuve-Saint-Georges.
- 14 — Démission de Georges Valbon, président communiste des Charbonnages de France.
- 16 — Au cours de l'émission d'Antenne 2, « l'heure de vérité », François Mitterrand s'explique sur la politique extérieure de la France et plus particulièrement sur la crise des euromissiles. Il déclare : « la crise des euromissiles est la plus grave depuis celle de Cuba en 1962. La pièce maîtresse de la stratégie de dissuasion en France, c'est moi ».
- 23 — Philippe Huet, inspecteur des finances, est nommé en Conseil des ministres membre du conseil d'administration des Charbonnages de France. Il succède comme président à Georges Valbon, démissionnaire le 14 novembre.
- XII. 1- 2 — Réunion à Paris des dirigeants du parti socialiste conduits par Lionel Jospin et du parti communiste conduits par Georges Marchais. Un accord est conclu entre les deux partis stipulant le renforcement de la concertation au niveau économique et un soutien plus ferme du PCF à l'action gouvernementale.

- 7 — Nomination d'André Chandernagor, ministre chargé des Affaires européennes, à la présidence de la Cour des Comptes.
- 11 — Elections législatives partielles dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Morbihan où Jean-Marie Le Pen, leader du front national obtient 12 % des suffrages exprimés. Le PS et le PC perdent 17 % des voix, tandis que les trois candidats UDF en obtiennent 65,60 %.
- 13 — Assemblée générale annuelle du CNPF à Paris, où son président Yvon Gattaz définit les thèmes qu'il développera en 1984 : « libertés et responsabilités », « donnez-nous les premières, nous assumerons les secondes ».
- 14 — Interview d'Edmond Maire sur Antenne 2 où il déclare : « La politique industrielle du gouvernement est étatique, secrète, immobile et incohérente ».
- 15 — Discussion à l'Assemblée Nationale du projet de loi sur la réforme de la presse écrite.
- 15-17 — Visite officielle de François Mitterrand à Belgrade en Yougoslavie afin de renforcer les relations des deux pays dans les domaines économique et technique.
- 17 — Le débat sur le statut de la presse est interrompu et reprendra au cours d'une session extraordinaire du Parlement, prévue à partir du 17 janvier.
- 19 — M. André Chandernagor, nommé, le 7, premier président de la Cour des comptes, est remplacé par M. Roland Dumas comme ministre chargé des Affaires européennes.
- 21 — L'Assemblée Nationale adopte définitivement, après sept mois de bataille parlementaire, le projet de loi sur l'enseignement supérieur voulu par Alain Savary, ministre de l'Education Nationale.

## Economie

- I. 1 — Pendant l'année 1982 :
  - hausse de 9,7 % des prix de détail,
  - le déficit du commerce extérieur est de 93,300 millions de francs,
  - le nombre des demandeurs d'emploi s'est élevé de 6,6 %,
  - le déficit de la balance des paiements courants est de 79,3 milliards de francs.
- I. 13 — Pierre Mauroy décide de différer la réduction de 8,50 % à 7,50 % du taux d'intérêt des Caisses d'Epargne, annoncée le 6 par Jacques Delors. Doublement du plafond des livrets d'épargne populaire et diminution des taux des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) de 12,60 % à 11,50 %.

- 18 — Valéry Giscard d'Estaing, s'exprimant au club de la presse d'Europe 1, alerte l'opinion sur l'endettement de la France.
- 19 — Conflits sociaux chez Renault.
- 20 — Electronique : prise de contrôle par Thomson d'Eurotechnique, spécialisée dans les circuits intégrés. Avec le lancement du deuxième « plans composants », le gouvernement espère équilibrer en 1986 la balance commerciale des industries de la filière électronique, déficitaire de 12 milliards de francs en 1982.
- 21 — Au Conseil des ministres, Jacques Delors présente le bilan pour 1982 de la lutte contre l'inflation et les perspectives pour 1983 : objectif de hausse des prix de 8 %.
- 22-23 — Grèves chez Renault, à Flins et Billancourt, chez Chausson et Fiat.
- 28 — Pierre Mauroy déclare que des travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques.
- Accord chez Renault entre toutes les organisations syndicales et la Direction sur la répartition de la masse salariale 1983 : augmentation de 8 %.
- 28 — Elections aux chambres d'agriculture, où la FNSEA et les organisations professionnelles qui lui sont proches obtiennent environ 60 % des voix.
- Retraite à 60 ans : accord du patronat avec les syndicats sur le versement par les régimes de retraite complémentaire à partir du 1<sup>er</sup> avril d'un complément égal à 20 % du salaire moyen de carrière pour 37,5 ans de cotisation. Signature de l'accord prévu pour le 4 février 1983.
- 29-30 — Lancement par la Société Thomson-Brandt d'une chaîne française de Hi-Fi.
- Au 31 janvier les sommes déposées sur le livret d'épargne populaire « LEP » lancé en juin 1982 ont représenté un montant de 12,96 milliards de francs, en augmentation de 5,3 milliards sur les quelque 7,6 milliards de francs collectés à la fin décembre 1982.
- 1 — En janvier :
- hausse de 0,9 % des prix de détail,
  - augmentation du déficit du commerce extérieur qui passe de 6,2 millions en décembre 82 à 9,5 en janvier 83 (cvs),
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,019 millions en fin de mois (cvs).
- A l'issue d'un entretien avec François Mitterrand à l'Elysée, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, indique « qu'un deuxième plan de rigueur risque de devenir nécessaire ».
- Lancement par l'Etat d'un emprunt de 10 milliards de francs au taux de 14,60 %.

- 2 — François Mitterrand demande au gouvernement « de veiller à la pleine autonomie de gestion des entreprises publiques », alors que les contrats de plan pluriannuels sont en cours de signature entre l'Etat et onze groupes nationalisés du secteur concurrentiel (signature du plan Renault le 22 février). Une enveloppe de 20,22 milliards de francs sera consacrée en 1983 à ces entreprises.
- 3 — Dans un entretien publié par l'Expansion, Michel Rocard envisage une baisse du pouvoir d'achat et estime « qu'il faut prévenir les gens quand on sent venir une échéance difficile ».
- 16 — Après des incidents qui avaient opposé le 2, grévistes et non grévistes, la direction de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, qui a porté plainte, annonce le licenciement de douze salariés, dont quatre délégués CGT, tous immigrés, pour « violences et entrave à la liberté du travail ». Des débrayages et des manifestations sporadiques ont lieu, ainsi que chez Renault, à Flins, les 21 et 25 pour protester contre la procédure de licenciement engagée contre trois délégués CFDT de nationalité marocaine.
- III. 1 — En février :
- hausse de 0,7 % des prix de détail,
  - réduction du déficit du commerce extérieur à 7,6 millions (cvs),
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi, qui atteint 2,020 millions en fin de mois (cvs).
- Revalorisation du SMIC de 3,6 %.
- 8 — Thomson acquiert 75 % des actions de Telefunken, filiale d'AEG spécialisée dans l'électronique grand public, après le refus de l'office allemand des Cartels d'accepter le rachat par le groupe français de 75,5 % du capital de Grundig.
- 18 — Signature entre les partenaires sociaux de trois textes d'application de la retraite à 60 ans et avec l'Etat d'une convention financière, qui vont permettre l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> avril, du droit à la retraite à 60 ans.
- 22 — Dévaluation du franc français de 2,5 % (cf. Environnement extérieur).
- 25 — Annonce de mesures d'austérité qui accompagnent la dévaluation du franc du 22 mars, la troisième en 18 mois :
- réduction des allocations de devises pour les touristes à l'étranger (pas plus de 2 000 F autorisés),
  - réduction de 20 milliards de francs du déficit budgétaire grâce à 15 milliards d'économies et 5 milliards venant de l'augmentation de la taxe sur les carburants.
  - diminution de 11 milliards des besoins de financement d'EDF-GDF, SNCF et RATP par la réduction de leurs dépenses et par la hausse de leurs tarifs,
  - 4 milliards d'économies pour équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale.

- 
- Paribas prend le contrôle total de la banque américaine Becker.
- IV. 1
- En mars :
    - hausse de 0,9 % des prix de détail,
    - réduction du déficit du commerce extérieur à 6,5 millions de francs (cvs),
    - baisse du nombre des demandeurs d'emploi, qui revient à 2,014 millions en fin de mois (cvs).
  - Au premier trimestre les 3,1 % de hausse du taux de salaire horaire ouvrier sont supérieurs aux 2,5 % de hausse des prix.
  - Au premier trimestre le déficit de la balance des paiements courants est de 31,5 milliards de francs.
  - Augmentation de 8 % des tarifs de la SNCF et des autoroutes. Entrée en vigueur de la vignette sur l'alcool et du forfait hospitalier.
- 19
- Jacques Delors, en présentant au Sénat le projet de loi qui autorise le gouvernement à légiférer par ordonnances, déclare : « si le cours du dollar reste aussi élevé, nous devons faire un nouvel effort d'ajustement ».
- 25
- Le groupe Michelin, numéro 2 mondial du pneumatique, annonce un déficit de 4 milliards de francs pour 1982, ce qui représente 12,5 % de son chiffre d'affaires. Le dividende est suspendu pour la première fois depuis trente ans.
- 28
- Les mesures restrictives de dédouanement des magnétoscopes à Poitiers sont levées. Un accord a été signé le 22 entre Thomson-Brandt et la Société japonaise JVC, prévoyant la fabrication par le groupe français de magnétoscopes sous licence japonaise.
- 29
- Le Conseil des Ministres adopte trois ordonnances :
    - prélèvement fiscal de 1 % sur le revenu pour la Sécurité Sociale,
    - emprunt obligatoire de 10 % de l'impôt sur le revenu,
    - vignette de 25 % sur les tabacs. Cette dernière sera appliquée en cinq étapes semestrielles de 5 % chacune, pour éviter une trop forte poussée de l'indice des prix.
- V. 1
- En avril :
    - hausse de 1,3 % des prix de détail,
    - réduction du déficit du commerce extérieur à 1,5 million de francs (cvs),
    - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,004 millions en fin de mois (cvs).
- 5
- Manifestations à Paris de près de 20 000 artisans, commerçants et petits patrons pour protester contre l'attitude du gouvernement qui les rend responsables de certaines hausses de prix.

- 9 — Au cours de la réunion des 24 pays membres de l'OCDE, François Mitterrand propose la convocation d'une « conférence monétaire internationale au plus haut niveau », en vue de mettre sur pieds un nouveau système monétaire international stable.
- 16 — La France obtient de la Communauté Européenne un prêt de 4 milliards d'Ecus, soit un peu plus de 27 milliards de francs.
- 24 — Un accord est conclu sur le remboursement des dettes irakiennes à la France : 6,5 des 9 milliards de francs d'échéances civiles seraient rééchelonnées et environ deux tiers des 8 milliards de la dette militaire seraient compensés par des livraisons de pétrole.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,7 % des prix de détail,
  - augmentation du déficit du commerce extérieur à 7,6 millions de francs (cvs),
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi qui franchit 2,029 millions en fin de mois (cvs).
- Revalorisation du SMIC de 3 %.
- 6 — Pierre Bérégovoy annonce six mesures d'économie pour obtenir les 4 milliards de francs encore nécessaires pour équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale en 1983.
- 8 — Invité au journal télévisé d'Antenne 2, François Mitterrand dit « que la politique du gouvernement est nécessaire parce que l'effort l'est également. Cet effort ne peut être évité par quelque autre politique que ce soit ».
- 15 — Albin Chalendon ayant refusé l'arbitrage de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, dans le différend qui oppose Elf à Total à propos de la restructuration de la Chimie Lourde, est au terme de son mandat, remplacé par Michel Pecqueur à la présidence d'Elf-Aquitaine.
- 16 — Vote par les députés du projet de loi définissant les options du IX<sup>e</sup> Plan. Les sénateurs le rejetant le 28, le projet est définitivement adopté le 30.
- 22 — Jacques Delors présente au Conseil des ministres les grandes lignes du budget pour 1984 : limitation de la progression des dépenses publiques (27,7 % en 1982) à environ 7 %, déficit budgétaire maintenu à 3 % du PIB, taux d'inflation de 5 % en 1984.
- 26 — Jacques Delors déclare que certains impôts exceptionnels seront sans doute reconduits en 1984 pour faire face au manque à gagner budgétaire qu'entraînera la faible croissance économique.
- 27-30 — Lors de la visite à Paris de René Levesque, Premier ministre du Québec, un accord est signé pour la construction par Péchiney d'une usine de production d'aluminium entre Montréal et Québec.

- 28 — Premier invité des « petits déjeuners d'Europe 1 », François Mitterrand souligne qu'on ne règle pas en deux ans des problèmes qui ne l'ont pas été en dix et insiste pour que la rigueur soit « assortie d'un effort considérable de la justice sociale ».
- 29 — Le gouvernement augmente de 1 % (0,6 % pour les employeurs et 0,4 % pour les salariés) le taux des cotisations de l'assurance-chômage.
- 30 — Malgré l'opposition du Sénat, la loi sur la démocratisation du secteur public est définitivement votée.
- VII. 1 — En juin :
- baisse de 0,6 % des prix de détail,
  - réduction du déficit du commerce extérieur à 3,7 millions de francs (cvs),
  - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,038 millions en fin de mois (cvs).
- Au deuxième trimestre le déficit de la balance des paiements courants est de 2,5 milliards de francs.
- Revalorisation du SMIC : + 1,1 %.
- 21 — Les directions de Peugeot et de Talbot confirment la suppression prochaine de 7 371 emplois.
- 28 — Jacques Delors déclare à Paris-Match « qu'il sera nécessaire d'augmenter les impôts en 1984, notamment pour maintenir le niveau de protection sociale ».
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,9 % des prix de détail,
  - réduction du déficit du commerce extérieur à 3 millions de francs (cvs),
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,033 millions en fin de mois (cvs).
- Baisse d'un point de l'intérêt servi sur les livrets des Caisses d'épargne, ramené à 7,50 %, mais celui des livrets d'épargne populaire est maintenu à 8,50 %.
- Signature entre Paris et Bagdad d'un accord qui prévoit de mettre à la disposition des entreprises irakiennes une avance de trésorerie d'environ 1 milliard de dollars pour leur permettre d'honorer en 1983 les contrats civils passés avec les entreprises françaises.
- 16 — Yvon Gattaz, président du CNPF, reçu à l'Elysée par François Mitterrand, revendique un véritable allègement des charges des entreprises.
- François Mitterrand fait une visite nocturne à l'usine BSN de Reims, où la durée hebdomadaire du travail a été réduite en 1982 à 33,6 heures.

- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,6 % des prix de détail,
  - réduction du déficit du commerce extérieur à 389 millions de francs (cvs),
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,035 millions en fin de mois (cvs).
- 7 — Le deuxième emprunt de l'année lancé par l'Etat est porté de 15 à 25 milliards de francs en raison de son succès auprès des souscripteurs.
- 14 — Pierre Bérégovoy annonce que, pour assurer l'équilibre financier des régimes sociaux en 1984, d'une part le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable sera reconduit et étendu aux revenus du capital soumis à prélèvement obligatoire, d'autre part la cotisation vieillesse sera relevée d'un point pour l'ensemble des actifs.
- 15 — François Mitterrand invité de l'émission « l'Enjeu » sur TF1, défend la politique budgétaire du gouvernement. Il prend deux engagements pour 1984 : réforme de la taxe professionnelle ; diminution « d'au moins 1 % des prélèvements obligatoires ». Il ajoute « Je préférerais être impopulaire que manquer à mon devoir ».
- 21 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 1984 : limitation à 6,3 % de l'augmentation des dépenses de l'Etat ; alourdissement de la fiscalité pour les moyens et gros revenus.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,8 % des prix de détail,
  - le commerce extérieur est excédentaire de 323 millions de francs (cvs),
  - nombre des demandeurs d'emploi : 2,033 millions en fin de mois (cvs).
- Au troisième trimestre le déficit de la balance des paiements courants est estimé à 322 millions de francs.
- Revalorisation du SMIC de + 2 %.
- 3 — Création du compte pour le développement industriel (CODEVI) dont les fonds devront être utilisés pour moderniser l'appareil de production français.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,8 % des prix de détail,
  - le déficit du commerce extérieur est de 893 millions de francs (cvs),
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,035 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Signature d'un accord industriel technique et commercial entre les sociétés CIT-Alcatel et Olivetti, qui doit aboutir à la fabrication en commun de machines à écrire électroniques.

- 
- 18 — Lors d'une conférence de presse Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, recentre la lutte de son syndicat sur la défense du pouvoir d'achat, en réclamant au gouvernement le rattrapage des pertes de salaires de l'année.
- 23 — Dans une circulaire adressée à ses fédérations sur la politique salariale en 1984 le CNPF donne comme consigne impérative de refuser toute indexation des rémunérations sur les prix.
- 23 — Selon l'INSEE, baisse de 3,8 % du revenu moyen des agriculteurs pour 1983.
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail,
  - le déficit du commerce extérieur est de 1 954 millions de francs (cvs),
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,097 millions en fin de mois (cvs) et de 2,223 millions en chiffres bruts.
- Le déficit des échanges a atteint 1,6 milliard de francs au mois de novembre. Depuis le début de l'année, le déficit se monte à 42,3 milliards.
- Pour la dernière fois en 1983, le ministre de l'Economie lance un emprunt de 12 milliards de francs : l'Etat aura trouvé cette année 47 milliards de francs sur le marché obligataire.
- 2 — Dans une interview au journal « Le Nouvel Economiste », Jacques Delors déclare à propos de la politique salariale en 1984 : « la baisse du pouvoir d'achat n'est ni inéluctable, ni nécessaire ».
- 7 — Grève à l'usine automobile Talbot.
- 15 — Le directeur général de Talbot annonce aux grévistes sa décision de fermer l'usine pour une durée indéterminée à dater du 19 décembre 1983.
- 19 — Le projet de budget pour l'année 1984 est définitivement voté par l'Assemblée Nationale. Le déficit est de 125,8 milliards de francs.
- 27 — Le tribunal de Versailles ordonne la libération des bâtiments de Talbot occupés par les grévistes.